

Délocalisations : chantage et bluff

Michel Husson, *Rouge* n°2077, 9 septembre 2004

Le patronat a trouvé une nouvelle arme : la menace de la délocalisation, promise aux salariés qui n'accepteraient pas de voir baisser leurs salaires ou de travailler plus longtemps au même tarif. Ce n'est pas un effet 35 heures, puisque le même chantage est utilisé en Allemagne et en Belgique. Face à cette offensive, les réponses doivent être immédiates, en défense de l'emploi. Mais il n'est pas inutile d'évaluer correctement sa portée, sous peine de tomber dans la défense de l'emploi français comme vient de le faire le PCF (« Il est nécessaire de produire et de créer français » affirme-t-il dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi du 4 février 2004 »).

La mondialisation sert évidemment à mettre en concurrence directe les travailleurs aux quatre coins de la planète. Les délocalisations vers les pays à bas salaires sont d'autant plus inquiétantes qu'elles ne concernent plus simplement les industries traditionnelles, comme dans le cas du textile ou de Moulinex, mais s'étendent à d'autres secteurs comme les services informatisés ou même les centres de recherche. Le cas de STMicroelectronics à Rennes est un symbole récent de cette tendance.

Mais ce serait tomber dans le bluff du patronat que d'en tirer la conclusion que ce mouvement va s'étendre inexorablement à l'ensemble de l'économie. D'abord, les coûts salariaux ne sont pas les seuls critères qui intéressent les capitalistes : il leur faut aussi de la qualification, le maniement des langues, les infrastructures et des marchés étendus. Sinon, on ne comprendrait pas ce qui se passe dans l'économie mondiale : la majeure partie des investissements internationaux se font entre les pays riches, notamment entre les Etats-Unis et l'Europe, de plus en plus imbriqués au sein d'une économie transatlantique. L'industrie états-unienne ne s'est pas déplacée en bloc au Mexique, malgré l'accord de libre-échange entre ces deux pays. La France, que le patronat s'évertue à présenter comme un enfer pour la rentabilité, est en réalité un pays « attractif », le quatrième récepteur d'investissement du monde, et les arrivées de capitaux US y ont augmenté de 10 % sur la seule année 2003. Les deux millions d'emplois créés entre 1997 et 2001 ne sont pas des emplois que l'on aurait « relocalisés » dans notre beau pays : ils sont le fruit d'une répartition des revenus momentanément stabilisée et de la RTT. La croissance européenne ne souffre pas du niveau trop élevé des salaires, mais au contraire de leur blocage.

L'élargissement de l'Europe va être évidemment mis à profit pour faire pression sur les salaires dans les pays les plus riches. Les délocalisations vers l'Est n'en avaient pas besoin, et là encore on n'a pas assisté au raz-de-marée annoncé. Certes, les salaires polonais sont cinq fois inférieurs aux salaires français et vont faire pression à la baisse. Mais admettons que l'on s'aligne sur eux : l'économie européenne serait assurément compétitive, mais morte, puisque cela reviendrait à diviser par 5 la consommation des salariés. Admettons que les patrons n'obtiennent « que » les baisses de salaires qu'ils demandent, comprises entre 10 et 30 %. Au lieu de 1 à 5, le rapport passe de 1 à 3 ou 1 à 4, ce qui n'est pas qualitativement différent, encore moins si l'on prend les salaires chinois comme référence. La seule perspective rationnelle, c'est celle d'un rattrapage par le haut des salaires polonais, comme ce fût le cas pour les salaires espagnols (ou sud-coréens).

Cela ne veut pas dire que les délocalisations sauvages ne vont pas se multiplier. Mais il ne faut pas surtout céder à l'intimidation qui en résulte auprès de l'ensemble des salariés. La clé de l'emploi n'est pas dans la course effrénée au moins-disant social, qui ne peut conduire qu'à une boule de neige régressive, mais à la mise en avant de politiques favorables à l'emploi, coordonnées au niveau européen. On devrait s'inspirer des analyses de l'AFL-CIO aux Etats-Unis : le traité de libre échange avec le Mexique ne l'a pas renforcée dans ses positions traditionnellement protectionnistes (« produisons US ! ») mais l'a au contraire conduite au tournant spectaculaire de Seattle, vers le mouvement altermondialiste et le mouvement ouvrier mexicain indépendant. Le chantage à la compétitivité vaut en effet aussi pour les pays à bas salaires qui doivent maintenir cet « avantage ». Bref, l'heure est aux points de vue internationalistes.